

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

MINISTÈRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL
ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE

REGIME DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS

**Loi du 22 juillet 1931 complétant la législation concernant
le régime de retraite des ouvriers mineurs.**

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

Article 1^{er}. Les modifications ci-après sont apportées à la loi du 1^{er} août 1930 concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs :

A l'article 21, compléter le 6^e alinéa comme suit :

« ...L'intéressée perd également le bénéfice de ce complément dans le cas où elle se remarie. »

Introduire un article 31^{ter} libellé comme suit :

« Pour les mineurs pensionnés de nationalité étrangère, bénéficiaires des dispositions des articles 31 et 31^{bis}, qui ne peuvent prétendre aux avantages à charge de l'Etat, les sommes de 4,800, 3,708, 3,504, 2,400, 6,000 et 4,002 francs indiquées aux dits articles 31 et 31^{bis}, sont ramenées respectivement à 2,100, 1,752, 1,350, 1,050, 2,508 et 1,752 francs. »

A l'article 35, supprimer l'alinéa final.

A l'article 36, introduire un avant-dernier alinéa libellé comme suit :

« Pour les intéressés de nationalité étrangère qui ne peuvent prétendre aux avantages à charge de l'Etat, les sommes de 115, 160, 80 et 125 francs indiquées ci-dessus, sont ramenées respectivement à 45, 70, 35 et 55 francs. »

Introduire un article 39^{bis}, rédigé comme suit :

« Les bénéficiaires des dispositions des articles 31, 31^{bis}, 32, 33, 34, 36, 37 et 39 qui vivent séparés de leur épouse ne

peuvent prétendre qu'aux avantages prévus en faveur des pensionnés veufs, célibataires ou divorcés.

» L'épouse séparée peut obtenir le bénéfice de la différence entre le montant de la pension à laquelle son mari aurait eu droit s'il n'y avait pas séparation, et le montant de la pension que le mari touche effectivement.

» La part de pension attribuable à une épouse séparée ne peut en aucun cas dépasser 2,940 francs, montant maximum de la pension de vieillesse d'une veuve de mineur pensionné.

» L'entrée en jouissance de cette part de pension est fixée au premier jour du mois qui suit celui pendant lequel l'épouse séparée a introduit une demande auprès de la caisse de prévoyance compétente.

» Un arrêté royal déterminera les causes d'exclusion de l'épouse séparée au bénéfice des dispositions du présent article. »

A l'article 55, ajouter la disposition finale ci-après :

« Dans le cas où l'épouse séparée d'un ouvrier pensionné bénéficie de la part de pension prévue à l'article 39bis de la présente loi, la fourniture de charbon attribuée au mari est répartie par moitié à chacun des deux époux. »

A l'article 93, ajouter les dispositions finales ci-après :

« Les épouses séparées qui au 31 décembre 1930 bénéficiaient à titre personnel d'une pension en application de la loi générale des pensions, reçoivent à partir du 1^{er} janvier 1931, à charge du Fonds national, une allocation égale au montant de la pension dont elles jouissaient au 31 décembre 1930 en application de la dite loi générale.

» Le bénéfice de cette allocation est retiré dès l'entrée en jouissance effective des avantages prévus à l'article 39bis de la présente loi. »

Art. 2. Les diverses dispositions de la loi du 1^{er} août 1930 (texte flamand) reprises ci-après, doivent se lire comme suit :

A l'article 2 avant dernière ligne, il faut :

« ...wanneer het land van herkomst gelijkwaardige voordelen verzekert aan de Belgen. »

A l'article 18 dans l'alinéa qui précède le tableau, remplacer le mot « zijner » par le mot « harer ».

Au 2^e alinéa qui suit le tableau, ajouter les mots « uit den echt » entre les mots « of » et « gescheiden is ».

A la fin du même alinéa, après le mot « krachtens » supprimer les mots « deze wet of krachtens ».

A l'avant-dernier alinéa du même article, remplacer le mot « wiens » par le mot « wier ».

A l'article 21, 1^{er} alinéa, il faut « ...weduwerente neemt aanvang... »

Aux 2^e, 4^e et 5^e alinéas du même article, supprimer devant « rentetoeslag » le mot « ouderdoms ».

A l'article 24, 4^e alinéa, devant le mot « rentetoeslag », remplacer le mot « weduwe » par le mot « ouderdoms ».

A l'article 29, 1^{er} alinéa, à la fin remplacer le mot « Rijk » par les mots « Nationaal Fonds ».

A l'article 32, 1^{er} alinéa, au commencement, remplacer le mot « en » par le mot « of ».

Au 7^e alinéa du même article, ajouter *in fine* les mots « of oplevert ».

Au 8^e alinéa du même article, au commencement, il faut : « De invaliditeitstoelage wordt met een derde verminderd voor den belanghebbende... ».

A la fin de ce même alinéa, ajouter les mots « of oplevert ».

Au dernier alinéa du même article, le mot final doit être « mutualiteitsbonden ».

A l'article 33, le dernier alinéa doit se lire comme suit :

« Het genot van artikel 31bis wordt verleend aan den bij toepassing van dit artikel gepensioneerde mijnwerker, indien hij de voorwaarden voorzien bij artikel 31bis vervult. »

A l'article 35, le 2^e alinéa doit se lire comme suit :

« Een pensioenbijslag van 540 frank wordt op den vollen leeftijd van 65 jaar verleend aan de krachtens artikels 24 en 27 gepensioneerde weduwen van mijnwerkers, zonder dat het maximum-bedrag van het pensioen 2,940 frank mag overschrijden. »

A l'article 37, 1^{er} alinéa, au commencement, remplacer dans le texte flamand (et dans le texte français) « 31bis » par « 32bis ».

Au 3^e alinéa du même article, lire la fin comme suit :

« ... aangeduide rente met 60 frank verminderd ».

A l'article 40, 1^{er} alinéa, il faut lire :

1^o « naar de vuurlinie »;

2^o « ...samengevatte wetten dd. 30 Augustus 1920... »

A l'article 46, 2^o, il y a lieu de compléter comme suit :
« 2^o De stortingen van de werklieden en de bijdragen der
bedrijfshoofden overeenkomstig... »

A l'article 65, 2^o alinéa, à la 3^o ligne, il faut lire « ...en beamb-
ten... »

A l'article 68, le terme « financieele » doit être supprimé au
début de la phrase.

A l'article 73, le 1^{er} alinéa doit se lire comme suit :

« De voorzorgskassen worden bestuurd door de beheersraden
samengesteld uit een gelijk aantal van de aangesloten exploi-
tanten en van de werknemers en door vertgenwoordigers van
openbare besturen. »

A l'article 81, au 2^e alinéa, entre les mots « vastgestelden
termijn werd » et les mots « het bedrag » ajouter le membre
de phrase « gedaan, zal de exploitant daarboven gestraft wor-
den om bij middel van zijn persoonlijke penningen ».

A l'article 89, 2^o alinéa, remplacer les mots « vier en twintig »
par les mots « acht en veertig ».

Art. 3. Les dispositions de la présente loi entreront en vigueur
le 1^{er} juillet 1931.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue
du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur*.

Donné à Bruxelles, le 22 juillet 1931.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale.*

Henri HEYMAN.

Vu et scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,

Fernand COCQ.

DIRECTION GENERALE DES MINES.

POLICE DES MINES, MINIERES ET CARRIERES

Emploi des réservoirs à air comprimé dans les mines, mi- nières et carrières. — Modifications à l'arrêté royal du 6 septembre 1919.

Arrêté royal du 7 août 1931

ALBERT, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, SALUT.

Vu l'article 15 de la loi du 5 juin 1911, complétant et modi-
fiant les lois du 21 avril 1810 et du 2 mai 1837, sur les mines,
minières et carrières;

Revu l'arrêté royal du 6 septembre 1919 réglementant l'em-
ploi des réservoir d'air comprimé dans les mines, minières et
carrières et spécialement les articles 1 et 2 de cet arrêté:

Vu l'avis du conseil des mines en date du 30 juin 1931 ;

Considérant que la pratique a démontré l'utilité, pour rendre
uniformes les formalités auxquelles donnent lieu les déclarations
d'emploi des réservoir d'air comprimé dans les mines, minières
et carrières et aussi pour éviter les erreurs, d'apporter des modi-
fications aux articles 1 et 2 de l'arrêté royal du 6 septembre
1919 susvisé et notamment de préciser les dites formalités;

Sur la proposition de Notre Ministre de l'Industrie, du Tra-
vail et de la Prévoyance sociale,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. a) A l'article 1^{er} de l'arrêté royal du 6 septembre
1919, les mots « en double expédition » sont ajoutés après le
mot « adressée ».

b) L'article 2 du même arrêté est supprimé et remplacé par les dispositions suivantes :

« La déclaration contiendra la description détaillée du réservoir, ainsi que de ses accessoires et, à chacune des deux expéditions, seront annexés des plans et des coupes en nombre suffisant pour déterminer le système et les dimensions caractéristiques de l'appareil.

» Une expédition de la déclaration et de ses annexes sera transmise au chef du service chargé de la surveillance de l'exploitation.

» Le gouverneur donnera acte de la déclaration à l'intéressé en même temps qu'il lui enverra la copie du procès-verbal de mise en usage qui lui aura été adressée par le fonctionnaire susdit, procès-verbal constatant que le réservoir satisfait aux prescriptions réglementaires.

» Ce procès-verbal sera dressé dans les quinze jours de l'avis donné par l'exploitant au fonctionnaire compétent que le réservoir est à sa disposition pour vérification.

» L'acte délivré par le gouverneur vaudra autorisation d'emploi.

» Copie, en double expédition, en sera adressée au fonctionnaire susvisé. »

Art. 2. Notre Ministre de l'Industrie, du Travail et de la Prévoyance sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 7 août 1931.

ALBERT.

Par le Roi :

*Le Ministre de l'Industrie, du Travail
et de la Prévoyance sociale.*

Henri HEYMAN.

DIRECTION GENERALE DES MINES.

POLICE DES MINES

EMPLOI DES EXPLOSIFS DANS LES MINES Explosifs S. G. P.

*Arrêté ministériel du 18 mai 1931
admettant l'explosif « Alkalite II S. G. P. »*

LE MINISTRE DE L'INDUSTRIE, DU TRAVAIL ET DE LA PRÉVOYANCE SOCIALE,

Vu l'Arrêté Royal du 24 avril 1920, relatif à l'emploi des explosifs dans les mines, prescrivant que les explosifs S. G. P. seront définis comme tels par arrêtés ministériel;

Vu la circulaire du 18 octobre 1909, déterminant ce qu'il faut entendre par explosifs S. G. P.;

Vu l'Arrêté Royal du 29 octobre 1894 portant règlement général sur les fabriques, les dépôts, le transport, la détention et l'emploi des produits explosifs;

Vu l'Arrêté du 15 mai 1930 par lequel l'explosif dénommé « Alkalite II S. G. P. » a été reconnu officiellement et rangé dans la classe III (explosifs difficilement inflammables) des produits soumis à la réglementation générale sur les explosifs;

Vu l'Arrêté du 13 juin 1930, autorisant l'emploi de cet explosif comme explosif S. G. P., à la charge maximum de 900 grammes, dont l'équivalent en dynamite n° 1 est de 709 grammes;

Vu la lettre du 27 février 1931, par laquelle la Société anonyme « Fabrique Nationale de Produits Chimiques et d'Explosifs, à Bruxelles, signale qu'en vue d'augmenter la sécurité, elle a modifié légèrement les proportions des divers composants de cet explosif, et demande que le bénéfice des arrêtés susvisés

des 15 mai et 13 juin 1930 soit étendu à la nouvelle composition ;

Vu l'Arrêté du 13 avril 1931, faisant droit à cette demande ce qui concerne la reconnaissance officielle de cet explosif et rangeant celui-ci dans la classe III (explosifs difficilement inflammables) des produits soumis à la réglementation générale sur les explosifs ;

Vu les résultats des essais auxquels ont été soumis, à l'Institut National des Mines de Frameries, des échantillons de la nouvelle composition dudit explosif ;

Arrête :

Article unique. L'autorisation accordée par l'arrêté du 13 juin 1930 d'utiliser comme explosif S. G. P. l'explosif « Alkalite II S. G. P. » présenté par la Société anonyme « Fabrique Nationale de Produits Chimiques et d'Explosifs », à Bruxelles, reste applicable à cet explosif dans sa composition nouvelle, laquelle est la suivante :

Nitrate d'Ammonium	56,—
Nitrate de Potassium	6,5
Trinitrotoluol	12,—
Chlorure de Sodium	25,—
Aluminium	0,5

100,—

Expédition du présent arrêté sera adressée, pour information, à la Société anonyme « Fabrique Nationale de Produits Chimiques et d'Explosifs », à Bruxelles, et à MM. les Inspecteurs Généraux des Mines et, pour exécution, à MM. les Ingénieurs en Chef-Directeurs des dix arrondissements des Mines.

Bruxelles, le 18 mai 1931.

Henri HEYMAN.

AMBTELIJKE BESCHEIDEN

MINISTERIE VAN NIJVERHEID, ARBEID EN MAATSCHAPPELIJKE VOORZORG

PENSIOENWEZEN DES MIJNWERKERS

Wet van 22^e Juli 1931 tot aanvulling van de wetgeving betreffende het pensioenstelsel der mijnwerkers.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, HEIL,

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen hetgeen volgt :

Artikel 1. De hiernavolgende wijzigingen worden aan de wet dd. 1 Augustus 1930, betreffende het pensioenstelsel der mijnwerkers, toegebracht :

Aan artikel 21, 6^e alinea aanvullen als volgt :

« ...De belanghebbende verliest evenzoo het genot van die aanvulling indien zij hertrouwt. »

Een artikel 31^{ter} wordt ingevoegd, dat luidt als volgt :

« Voor de gepensioneerde mijnwerkers van vreemde nationaliteit met de voordeelen bij de artikelen 21 en 31^{bis} voorzien begunstigd, die op de voordeelen ten bezware van het Rijk geen aanspraak mogen maken, worden de sommen van 4,800, 3,708, 3,504, 2,400, 6,000 en 4,002 frank bij de artikelen 31 en 31^{bis} aangeduid, respectievelijk teruggebracht op 2,100, 1,752, 1,350, 1,050, 2,508 en 1,752 frank. »

Aan artikel 35 : laatste alinea weglaten.

Aan artikel 36, een voorlaatste alinea inlasschen luidende als volgt :

« Voor de belanghebbenden van vreemde nationaliteit, die op de voordeelen ten bezware van het Rijk geen aanspraak mogen maken, worden de sommen van 115, 160, 80 en 125 frank hierboven aangestipt, respectievelijk teruggebracht op 45, 70, 35 en 55 frank. »

Een artikel 39bis inlasschen opgesteld als volgt :

« De begunstigden met de voordeelen voorzien bij de artikelen 31, 31bis, 32, 33, 34, 36, 37 et 39, die van hun echtgenoot gescheiden leven, mogen enkel aanspraak maken op de voordeelen voorzien ten voordeele der weduwnaars, ongehuwden of gedivorceerden.

» De gescheiden echtgenoot mag aanspraak maken op het genot van het verschil tusschen het bedrag van het pensioen, waarop haar echtgenoot zou recht gehad hebben, indien er geen echtscheiding bestond en het bedrag van het pensioen hetwelk haar echtgenoot wezenlijk trekt.

» Het deel van het pensioen, dat aan een gescheiden echtgenoot kan toegekend worden, mag in geen enkel geval 2,940 frank overschrijden, maximumbedrag van het ouderdomspensioen der weduwe van een gepensioneerde mijnwerker.

» Het in genot treden van dit deel van het pensioen wordt vastgesteld op den eersten dag van de maand volgende op die waarin de gescheiden echtgenoot een aanvraag bij de bevoegde verzorgingskas zal ingediend hebben.

» Een koninklijk besluit zal de uitsluitingsredenen der gescheiden echtgenoot tot het voordeel der bepalingen van huidig artikel vaststellen. »

Aan artikel 55, de hiernavolgende eindbepaling toevoegen :

« In geval dat de gescheiden echtgenoot van een gepensioneerde mijnwerker met het deel van het pensioen, bij artikel 39bis dezer wet voorzien, begunstigd is, wordt de steenkoollevering aan haar echtgenoot toegestaan, per helft tusschen de twee echtgenooten verdeeld. »

Bij artikel 93, de volgende slotbepalingen voegen :

« De uit den echt gescheiden vrouwelijke echtgenooten, die op 31 December 1930, ten persoonlijk titel, bij toepassing der algemeene pensioenswet, een pensioen genoten, verkrijgen van af 1 Januari 1931, ten laste van het nationaal fonds, een vergoeding gelijk aan het bedrag van het pensioen zelf dat zij op 31 December 1930 genoten, bij toepassing der bedoelde algemeene wet.

» De gunst van deze vergoeding wordt ingetrokken bij de werkelijke ingetreding der voordeelen, voorzien bij artikel 39bis dezer wet. »

Art. 2. De verschillende bepalingen der wet dd: 1 Augustus 1930 (Nederlandsche tekst) hierna opgesomd, moeten als volgt gelezen worden.

Aan artikel 2, voorlaatste regel moet :

« ...wanneer het land van herkomst gelijkwaardige voordeelen verzekert aan de Belgen. »

Aan artikel 18, in de laatste alinea welke de tabel voorafgaat, het woord « zijner » vervangen door het woord « harer ».

Alinea 2, die op de tabel volgt, de woorden « uit den echt » tusschen de woorden « of » en « gescheiden is » toevoegen.

Op het einde van dezelfde alinea's, na het woord « krachtens », de woorden « deze wet of krachtens » weglaten.

In de voorlaatste alinea van hetzelfde artikel, het woord « wiens » vervangen door « wier ».

Aan artikel 21, 1^e alinea moet « ...weduwerente neemt aanvang ».

In de 2^e, 4^e en 5^e alinea's van het zelfde artikel het woord « ouderdoms » weglaten voor « rentetoeslag ».

Aan artikel 24, in de 4^e alinea, vóór het woord « rentetoeslag », het woord « weduwe » vervangen door het woord « ouderdoms ».

Aan artikel 29, slot van 1^e alinea, in plaats van « Rijk » lezen « Nationaal Fonds ».

Aan artikel 32, in de 1^e alinea, — begin — het woord « en » vervangen door het woord « of ».

In de 7^e alinea van hetzelfde artikel, aan het slot, de woorden « of oplevert » toevoegen.

In de 8^e alinea van hetzelfde artikel — begin — moet : « De invaliditeitstoelage wordt met een derde verminderd voor den beanghebbende... »

Einde van deze alinea, de woorden « of oplevert » toevoegen.

De laatste alinea van hetzelfde artikel, het eindwoord moet zijn « mutualiteitsbonden ».

Aan artikel 33, moet laatste alinea gelezen worden als volgt :

« Het genot van artikel 31bis wordt verleend aan den bij toepassing van dit artikel gepensioneerden mijnwerker, indien hij de voorwaarden, voorzien bij artikel 31bis, vervult. »

Aan artikel 35, dient 2^e alinea gelezen als volgt :

« Een pensioenbijslag van 540 frank wordt op den vollen leeftijd van 65 jaar verleend aan de krachtens artikels 24 en 27 gepensioneerde weduwen van mijnwerkers, zonder dat het maximum-bedrag van het pensioen 2,940 frank mag overschrijden. »

Aan artikel 37, 1^e alinea — begin — in den Nederlandschen tekst (en Franschen tekst) « 31bis » vervangen door « 32bis ».

Alinea 3, zelfde artikel, het einde moet men lezen als volgt :
« ...aangeduide rente met 60 frank verminderd ».

Aan artikel 40, 1^e alinea, moet gelezen worden :

1^o « naar de vuurlinie »;

2^o « ...samengeordende wetten dd. 30 Augustus 1920... »

Aan artikel 46, 2^o, moet aangevuld worden als volgt .

« 2^o De stortingen van de werklieden en de bijdragen der bedrijfshoofden overeenkomstig... »

Aan artikel 65, 2^e alinea, 3^e regel, moet gelezen worden
« ...en beambten... ».

Aan artikel 68, de term « financieele » moet weggelaten worden bij den aanvang van den zin.

Aan artikel 73, de 1^e alinea moet gelezen worden als volgt :

« De voorzorgskassen worden bestuurd door de beheersraden samengesteld uit een gelijk aantal van de aangesloten exploitanten en van de werknemers en door vertegenwoordigers van openbare besturen. »

Aan artikel 81, 2^e alinea, tusschen de woorden « vastgestelden termijn werd » en de woorden « het bedrag » toevoegen het geen volgt : « gedaan, zal de exploitant daarenboven gestraft worden om bij middel van zijn persoonlijke penningen ».

Aan artikel 89, 2^e alinea, de woorden « vier en twintig » vervangen door « acht en veertig ».

Art. 3. De bepalingen dezer wet zullen op 1 Juli 1931 in werking treden.

Kondigen de tegenwoordige wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel bekleed en door den *Moniteur belge* bekendgemaakt worde.

Gegeven te Brussel, den 22ⁿ Juli 1931.

ALBERT.

Van Koningswege :

*De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,*
Henri HEYMAN.

Gezien en met's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,
Fernand COCQ.

ALGEMEENE DIRECTIE VAN HET MIJNWEZEN

POLITIE OVER MIJNEN, GROEVEN EN GRAVERIJEN

Gebruik van persluchtvat in de mijnen, groeven en graverijen. — Wijzigingen aan het koninklijk besluit van 6^e September 1919.

Koninklijk besluit van 7 Augustus 1931.

ALBERT, Koning der Belgen,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstigen, HEIL.

Gelet op artikel 15 der wet dd. 5 Juni 1911 tot aanvulling en wijziging der wetten van 21 April 1810 en 2 Mei 1837 op de mijnen, groeven en graverijen;

Gelet op het Koninklijk besluit dd. 6 September 1919 tot regeling van het gebruik van persluchtvat in de mijnen, groeven en graverijen en, inzonderheid, op de artikelen 1 et 2 van dit besluit;

Gelet op het advies dd. 30 Juni 1931 van den mijnraad;

Overwegende dat het door de praktijk nuttig is gebleken, tot het eenvormig maken der vormvereichten waaraan de verklaringen voor het gebruik der persluchtvat in de mijnen, groeven en graverijen aanleiding geven, alsook om dwalingen te vermijden, wijzigingen te brengen aan de artikelen 1 et 2 van bovenbedoeld koninklijk besluit dd. 6 September 1919 en inzonderheid de vormvereichten nauwkeurig te omschrijven;

Op de voordracht van Onzen Minister van Nijverheid, Arbeid en Maatschappelijke Voorzorg.

Wij hebben besloten en Wij besluiten :

Artikel 1. a) Bij artikel 1 van het koninklijk besluit van 6 September 1919, worden de woorden « door een in tweevoud opgemaakt stuk » gevoegd achter het woord « vooraf ».

b) Artikel 2 van hetzelfde besluit wordt ingetrokken en door de volgende bepalingen vervangen :

« De verklaring moet de uitvoerige beschrijving behelzen van het lucht-reservoir en van zijn toevoeren en bij elk der twee afschriften dienen plannen en doorsneden gevoegd, in toereikend getal om het stelsel en de kenmerkende afmetingen van het toestel vast te stellen.

» Een afschrift van de verklaring en van de bijlagen wordt overgemaakt aan het hoofd van den dienst belast met het toezicht van de onderneming.

» De gouverneur levert den belanghebbende een bewijs af van de verklaring en stuurt hem terzelfdertijd een afschrift van het verslag betreffende het in werking stellen, dat hem door bovenbedoelden ambtenaar werd toegezonden, verslag waarbij wordt vastgesteld dat het lucht-reservoir aan de reglementaire bepalingen voldoet.

» Dit verslag dient opgemaakt binnen de vijftien dagen na het bericht van den exploitant aan den bevoegden ambtenaar dat het lucht-reservoir te zijner beschikking is om te worden onderzocht.

» Het bewijs door den gouverneur afgeleverd geldt als vergunning.

» Een tweevoudig afschrift er van dient aan bovenbedoelden ambtenaar overgemaakt. »

Art. 2. Onze Minister van Nijverheid, Arbeid et Maatschappelijke Voorzorg is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, den 7^e Augustus 1931.

ALBERT.

Van Koningswege :
De Minister van Nijverheid, Arbeid
en Maatschappelijke Voorzorg,

Henri HEYMAN.

ALGEMEENE DIRECTIE VAN HET MIJNWEZEN

POLITIE OVER DE MIJNEN

GEbruik VAN SPRINGSTOFFEN IN DE MIJNEN

S. G. P. Springstoffen

Ministerieel besluit van 18 Mei 1931

tot aanneming van de springstof « Alkalite II. S. G. P. »

DE MINISTER VAN NIJVERHEID, ARBEID EN MAATSCHAPPELIJKE VOORZORG,

Gelet op het Koninklijk besluit van 24 April 1920 tot regeling van het gebruik van springstoffen in de mijnen, voorschrijvende dat de S. G. P. springstoffen als zoodanig bij Ministerieel besluit moeten bepaald worden;

Gelet op den omzendbrief van 18 October 1909 die bepaalt wat er door S. G. P. springstoffen dient te worden verstaan;

Gelet op het Koninklijk besluit van 29 October 1894 algemeen reglement houdende op de fabrieken, de bergplaatsen het vervoer, het bezit en het gebruik van springstoffen;

Gelet op het besluit van 15 Mei 1930 waarbij de springstof genaamd « Alkalite II S. G. P. » ambtelijk werd erkend en ingedeeld in de klasse III (niet licht ontvlambare springstoffen) der voortbrengselen onderworpen aan de algemeene reglementeering.

Gelet op het besluit van 13 Juni 1930 het gebruik toelatende van vermelde springstof als S. G. P. springstof met een hoogste lading van 900 grammen waarvan de gelijke waarde in dynamiet nummer I, 709 grammes bedraagt;

Gelet op den brief dd. 27 Februari 1931, waarbij de naamlooze vennootschap « Fabrique Nationale de Produits Chimiques et d'Explosifs », te Brussel, doet kennen dat, met het oog

op de verhooging der veiligheid, zij licht de verhouding der verschillende bestanddeelen van gezegde springstof heeft gewijzigd en er om vraagt dat de vergunning door de besluiten van 15 Mei en 13 Juni 1930 verleend op de nieuwe samenstelling worde overgedragen;

Gelet op het besluit van 13 April 1931, waarbij deze aanvraag werd ingewilligd voor wat betreft de ambtelijke erkenning dezer springstof met ze intedeelen in klasse III (niet licht ontvlambare springstoffen) der voortbrengselen aan de algemeene reglementeering onderworpen;

Gelet op de uitslagen der proefnemingen waaraan stalen van de nieuwe samenstelling van vermelde springstoffen werden onderworpen in het National Mijn Instituut van Frameries;

Besluit :

Eenig artikel. De toelating bij besluit van 13 Juni 1930 verleend om de springstof « Alkalite II S. G. P. » door de N. V. « Fabrique Nationale de Produits Chimiques et d'Explosifs », te Brussel, aangeboden, als S. G. P. springstof te gebruiken blijft toepasselijk op gezegde springstof in hare nieuwe samenstelling die hierna wordt aangegeven :

Ammoniumnitraat	56,—
Salpeter	6,5
Trinitrotoluol	12,—
Keukenzout	25,—
Aluminium	0,5

Afschrift van dit besluit zal tot onderrichting worden afgeleverd aan de naamlooze vennootschap « Fabrique Nationale de Produits Chimiques et d'Explosifs », te Brussel, aan de HH. Algemeene Opzieners bij het Mijnwezen en tot uitvoering, aan de HH. Hoofdingenieurs-Bestuurders van de 10 Mijnarrondissementen.

Brussel, den 18ⁿ Mei 1931.

Henri HEYMAN.

SOMMAIRE DE LA 3^e LIVRAISON, TOME XXXII

SERVICE DES ACCIDENTS MINIERS ET DU GRISOU

<i>Les accidents survenus dans les Charbonnages de Belgique, pendant l'année 1927</i>	G. Raven	
Accidents survenus dans les travaux souterrains :		
Les accidents provoqués par l'emploi des explosifs		817
Asphyxie par d'autres gaz que le grisou		833

NOTES DIVERSES

L'inflammation du grisou par étincelles de pics à main ou de pics de haveuses. — Expériences de 1929 à 1931 du Service britannique de recherches sur la sécurité des mines (<i>Safety in Mines Research Board</i>) :		
Avant-propos	Ad. Breyre	837
Résumé des publications nos 62 et 70	F. Van Oudenhove	843

LE BASSIN HOULLER DU NORD DE LA BELGIQUE

Situation au 30 juin 1930	J. Vrancken	863
-------------------------------------	-------------	-----

EXTRAITS DE RAPPORTS ADMINISTRATIFS

<i>1^{er} Arrondissement des Mines :</i>		
Bassin calcaire du Tournaisis. — Carrière de la Société Anonyme Cimenteries Delwart, à St-Maur. — Abatage en masse de la roche.	C. Niederau	883
<i>4^e Arrondissement des Mines :</i>		
Charbonnage du Bois-du-Cazier, à Marcinelle. — Triage-lavoir	G. Desenfans	889
<i>9^e Arrondissement des Mines :</i>		
Société Anonyme des Mines et Fonderies de Zinc de la Vieille-Montagne. — Fabrique d'oxyde de zinc, à La Calamine	N. Orban	897

CHRONIQUE

Extrait des comptes-rendus du Congrès National des Sciences, Bruxelles, 29 juin-2 juillet 1930. — Historique des levés géologiques de la Belgique	A. Renier	905
---	-----------	-----

BIBLIOGRAPHIE

- Firedamp Explosions and Their Prevention* (Les explosions de grisou et leur prévention), par le Docteur W. Payman, assistant principal au Service britannique de Recherches sur la Sécurité minière (*Safety in Mines Research Board*) et le Professeur I. C. F. Stathem, Professeur d'exploitation des mines à l'Université de Sheffield, avec une préface du Professeur R. V. Wheeler, Directeur au *Safety in Mines Research Board*. — Oxford University Press, London, 1931. Ad. Breyre 913
- Manuel de Laboratoire pour l'industrie des Goudrons de Lignite*. Professeur Ed. Graefe (traduit de l'allemand par Ad. Jouve, Ingénieur-Conseil). — Un volume in-8° raisin, 199 pages, 64 figures dans le texte. — Librairie Polytechnique Ch. Béranger, quai de la Grande-Bretagne, 1, Liège F. Van Oudenhove 917

STATISTIQUES

- Statistique des industries extractives et métallurgiques et des appareils à vapeur en Belgique pour l'année 1930 J. Lebacqz 919

DOCUMENTS ADMINISTRATIFS

RÉGIME DE RETRAITE DES OUVRIERS MINEURS

- Loi du 29 juillet 1931 complétant la législation concernant le régime de retraite des ouvriers mineurs 1121

POLICE DES MINES, MINIÈRES ET CARRIÈRES

- Emploi des réservoirs à air comprimé dans les mines, minères et carrières.*
Modifications à l'Arrêté royal du 6 septembre 1919. — Arrêté royal du 7 août 1931 1125

POLICE DES MINES

Emploi des explosifs dans les mines

- Explosifs S. G. P.*
Arrêté ministériel du 18 mai 1931 admettant l'explosif « Alkalite II S. G. P. » 1127

AMBTELIJKE BESCHIEDEN

PENSIONENWEZEN DER MIJNWERKERS

- Wet van 22ⁿ Juli 1931, tot aanvulling van de wetgeving betreffende het pensioenstelsel der mijnwerkers 1129

POLITIE DER MIJNEN, GROEVEN EN GRAVERIJEN

- Gebruik van persluchtvaat in de mijnen, groeven en graverijen.*
Wijzigingen aan het Koninklijk besluit van 6ⁿ September 1919. — Koninklijk besluit van 7ⁿ Augustus 1931 1134

POLITIE DER MIJNEN

Gebruik van springstoffen in de mijnen

- S. G. P. Springstoffen.*
Ministerieel besluit van 18ⁿ Mei 1931, tot aanneming van de springstof « Alkalite II S. G. P. » 1136